

Les groupements d'achats hospitaliers dressent un bilan positif du programme Phare

Mots-clés : #établissements de santé #produits de santé #achats #hôpital #CLCC #Espic #Ehpad #CHU-CHR #finances #Parlement #coopérations

POLSAN - ETABLISSEMENTS

PARIS, 15 mars 2018 (APMnews) - Les représentants des groupements d'achats Résah, Ugap, Unicancer et UniHa ont souligné les bénéfices du programme national de performance hospitalière pour des achats responsables (Phare) et se sont montrés optimistes sur la mutualisation de la fonction achats au niveau des groupements hospitaliers de territoire (GHT) à l'occasion d'une audition de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (Mecss) organisée à l'Assemblée nationale, mercredi.

La Mecss a notamment cherché à appréhender l'impact du programme Phare, depuis son lancement en octobre 2011, sur l'activité des quatre groupements d'achats hospitaliers conviés à cette table-ronde.

"Phare a permis la reconnaissance du caractère stratégique de la fonction achats par les décideurs, mais aussi l'apparition d'une vraie communauté nationale des achats hospitaliers qui permet des échanges créateurs de valeur", a exposé Bruno Carrière, le directeur général de l'Union des hôpitaux pour les achats (UniHa).

Le programme Phare a également donné l'opportunité au groupement d'achats d'accompagner plus directement les établissements de santé selon le directeur d'UniHa. "Nous intervenons de manière plus appuyée auprès des établissements qui nous sont désignés par la DGOS [direction générale de l'offre de soins]", a-t-il expliqué.

Si Bruno Carrière a reconnu que la méthode de calcul des gains du programme Phare était "discutée", il a ajouté qu'elle avait "au moins le mérite d'exister". En février, la responsable du "dispositif achats" de la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs (Fehap) avait regretté que "Phare réduise le sujet des achats" aux gains, à l'occasion d'une audition devant la Mecss (cf [dépêche du 15/02/2018 à 12:37](#)).

"Nous avons participé aux différents travaux dans l'élaboration du programme [Phare]", a rappelé le président de l'Union des groupements d'achats publics (Ugap), Edward Jossa, dont la

centrale d'achat a été associée au projet avec UniHa, **le réseau des acheteurs hospitaliers (Résah)** et de la fédération des centres de lutte contre le cancer (CLCC) Unicancer au sein du comité national des marchés.

Le président de l'Ugap a expliqué que sa centrale d'achat avait favorisé les regroupements des acheteurs hospitaliers au sein de structures bénéficiant de "tarifications plus favorables", grâce à leur volume de commande.

Il a indiqué qu'entre 2011 et 2017, le montant global des commandes annuelles de l'Ugap était passé de 382 millions d'euros à 604 millions d'euros, tandis que le taux de marge moyen de l'Ugap était passé de 6,87% à 4,08%, preuve des bénéfices de la mutualisation pour les acheteurs.

Permettre aux établissements d'atteindre leurs objectifs de gains d'achats

"On souhaite continuer à être un partenaire important de la professionnalisation de la fonction achat dans le milieu hospitalier [au sein du programme Phare]", a indiqué de son côté le directeur général du **Résah**, Dominique Legouge.

Il a notamment évoqué les plans d'action achats et logistiques de territoire, une mesure du programme Phare, qui amène "chaque année un groupe d'établissements de territoire à réfléchir à toutes les pistes qui peuvent le conduire à faire des économies grâce à sa fonction achat et logistique".

"On en a fait la colonne vertébrale de nos actions en matière de professionnalisation", a assuré le directeur général du **Résah**, en soulignant le besoin d'appui et de conseil des établissements de santé pour tenir l'objectif de 3% de gains annuels sur les achats.

Luc Delporte, directeur d'Unicancer Achats, a lui aussi souligné l'importance de l'accompagnement des CLCC pour atteindre "les objectifs de gains à remonter annuellement à la DGOS".

"Depuis 2011, nous avons incité nombre de nos experts à participer aux groupes de travail Armen [un dispositif du programme Phare ayant pour objectif d'identifier les opportunités de gains]", a-t-il ajouté.

Les groupements d'achats se montrent optimistes sur la mutualisation de la fonction achats des GHT

Le rapporteur de la Mecss, Jean-Carles Grelier (LR, Sarthe), s'est interrogé sur le risque de ne pas avoir tranché entre mutualisation et délégation de compétence de la fonction achats dans la mise en place des GHT, en mentionnant les inquiétudes exprimées une semaine plus tôt par le président du syndicat des managers publics de santé (SMPS), Jérémie Sécher (cf [dépêche du 08/03/2018 à 16:41](#)).

"La question juridique est un peu accessoire, il ne faut pas se focaliser là-dessus", a répondu Bruno Carrière, en évoquant la possibilité de mettre en place "des équipes spécialisées par thèmes qui sont réparties à l'intérieur du GHT", plutôt que de centraliser tous les achats au niveau de l'établissement support.

"Le fait de ne pas avoir transféré la totalité de la fonction achats et logistiques aux équipes de territoires posera forcément problème, puisqu'à un moment donné la gestion des flux est intimement liée à la stratégie achats initiale", a estimé de son côté Dominique Legouge (Réсах).

"Dans un premier temps, il faut laisser se mettre en place la fonction achats et ses équipes, et dans un second temps, la logique voudra que les équipes achats interviennent sur l'ensemble des sujets qui relèvent de la fonction achats à l'hôpital avec des équipes achats de territoires", a-t-il poursuivi.

"Ce qui est important, c'est de ne pas en faire un enjeu de pouvoir, c'est pour ça que je ne parle pas de direction achats mais d'équipe d'achats de territoire", a ajouté le directeur général du Réсах.

"Je crois que l'intérêt d'une réforme comme celle-ci, c'est qu'il y ait une vraie réflexion et que chacun adopte le modèle intrinsèque le plus adapté à sa situation", a estimé Edward Jossa (Ugap).

Le président de l'Ugap a reconnu que sa centrale d'achats avait rencontré une "petite difficulté dans la mise en oeuvre de la réforme, due au fait qu'il y a eu une spécialisation dans les textes réglementaires entre la stratégie et la mise en place des marchés qui relèvent de l'établissement support et les actes d'exécution qui relèvent des établissements parties".

"Ça nous a mis en difficulté, car on ne peut pas dissocier ces deux choses, puisque c'est nous qui achetons, qui revendons et qui assurons la totalité de l'exécution des marchés", a-t-il détaillé. Une solution a cependant été trouvée avec la DGOS, en offrant à l'Ugap la possibilité d'intervenir avec les établissements parties dans un cadre conventionnel avec l'établissement support.

Des dispositifs pour ne pas bouleverser l'activité économique locale

En rappelant que les hôpitaux représentaient souvent des acteurs économiques majeurs de leur territoire, le député Jean-Carles Grelier s'est interrogé sur l'impact de la mutualisation de la fonction achats des GHT sur les fournisseurs habituels des établissements parties.

Le président de l'Ugap a signalé qu'il existait "des dispositifs dans le code des marchés publics" permettant de privilégier les acteurs locaux. Edward Jossa a évoqué la possibilité d'opter pour un allotissement sur une base régionale de certains marchés. "C'est ce que fait l'Ugap en matière de propreté", a-t-il indiqué.

"À chaque lancement de projet d'achats, nous avons un arbitrage, est-ce que nous faisons des allotissement nationaux ou régionaux?", a rapporté Luc Delporte (Unicancer Achats). "Certains sujets, comme le traitement des déchets et l'alimentation, ont plus vocation à être traités en local qu'en national", a-t-il précisé.

Lors d'une précédente audition conduite par la Mecss sur les achats hospitaliers, Alexandre Mokédé, chargé des questions sanitaires au sein de la FHF, s'était déjà prononcé en faveur d'un "allotissement géographique ou un allotissement par type d'établissement" (cf [dépêche du 08/03/2018 à 11:19](#)).

[GL7P5MJRU]

©1989-2018 APM International - <https://www.apmnews.com/depeche/102772/317624/les-groupements-d-achats-hospitaliers-dressent-un-bilan-positif-du-programme-phare>